Numéro 11

Mardi
16 octobre 1979

Prix : 1 F.

12 Cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Loi de Finances 1980 : 25 amendements socialistes • Venissieux : soutien aux travailleurs de Berliet • La CFDT conteste : « Il n'y a pas de baisse du chômage » • Michel Rocard : « La gauche doit vaincre » • Radio Riposte à Bourg-en-Bresse • Les Français sondés : découragement • Partielles en Saône-et-Loire : progrès socialiste • Mots croisés avec Alain Busnel

L'affaire des diamants : c'est la conspiration du silence

Parlez ou partez

Lorqu'un haut personnage de l'Etat se trouve impliqué dans une affaire peu claire, il n'a pas le droit de se taire. Si les informations qui le visent sont inexactes, il doit les démentir. Si elles sont incomplètes ou tendancieuses, il doit s'expliquer. En aucun cas, il ne peut organiser le silence. C'est pourtant ce qui se passe autour de l'affaire des diamants.

Six jours après la publication du document accablant du Canard Enchaîné, l'Elysée n'a toujours rien dit. Rien qu'une petite phrase ne niant pas la réalité des faits, mais se bornant à minimiser la valeur du cadeau offert par Bokassa. Des ministres, eux, disent et se contredisent. Démentent et probablement mentent.

Tout cela cache mal qu'il y a bien quelque chose à cacher. Surtout lorsque l'on apprend que ceux qui ne veulent rien dire font tout pour empêcher les autres de parler. Voilà qui accuse gravement ce régime. Sur le fond de l'affaire. Comme sur ses méthodes et ses moeurs en matière d'information.

Censures...

Après la censure exercée à l'A.F.P. par son nouveau patron giscardien qui a réussi à bloquer la nouvelle pendant 18 heures, c'est à Antenne 2 qu'elle a sévi. Agissant sur ordre, la direction de l'information s'est opposée jeudi à la diffusion d'une revue de presse sur ces évènements. Le choix du thème était proposé par les journalistes et notamment par Claude Sérillon qui a la charge de cette partie de l'émission parce que l'actualité l'imposait d'évidence. Cependant, il ne fallait pas en parler.

Jean Pierre Elkabach directeur, et Louis Bériot, directeur adjoint, ont exigé que Claude Sérillon traite d'autres sujets : la Bourse et l'actualité sociale. Il a refusé. Les autres journalistes sollicités pour le remplacer ont également refusé.

Voici comment ce jeudi, il n'y a pas eu de revue de presse sur Antenne 2. Parce que ce jour-là, la presse n'était pas bonne pour le pouvoir. C'est tout. Et c'est grave. C'est un petit espace de liberté qui encore se rétricit. Est-ce que ces faits, aussi, seront démentis ?

Des soldats, pour quoi ?

Monsieur Jean François-Poncet, ministre des Affaires Etrangères, lui, a démenti la présence d'agents de ses services, lors du déménagement du palais de Bérengo. Il a nié que le but de l'opération était de faire disparaître des archives supposées compromettantes. Mais s'il n'y avait pas là des diplomates, il y avait bien des soldats. Ils y étaient. On les a vu. Monsieur Peyrefitte l'a reconnu. Alors c'est au ministre de la Défense de parler. Que faisaient là ses hommes ? Sur ordre de qui ? Pour quelle mission ? Qu'ont-ils transporté ? Vers quelle destination ?

Dès le début de cette triste affaire, François Mitterrand demandait la démission de ceux qui y avaient trempé. Sauf s'ils pouvaient se disculper. Nous vous le redisons Messieurs : parlez ou partez.

Georges Fillioud

épingle

« Le gouvernement fera tout le nécessaire pour maintenir en France un haut niveau d'emploi, comme je m'y suis d'ailleurs engagé personnellement pendant la campagne Présidentielle ».

Valéry Giscard d'Estaing - le 27 août 1974.

Michel Rocard invité du Club de la Presse :

« Raymond Barre a mangé son pain blanc »

Malgré une réelle souffrance physique, due à une complication récente, le député des Yvelines avait tenu à enregistrer vendredi dernier avant d'entrer en clinique, cette longue émission diffusée dimanche soir par Europe I. Sur le sens du combat socialiste, les chances de la gauche aux présidentielles, sa conception de l'Union et la politique de M. Barre, Michel Rocard a répondu sans détour. Comme toujours, radios, télés et presse à courte vue n'ont relevé de ses propos que ce qui conforte les analyses des commentateurs appointés. Nous donnons, ici, les passages essentiels pour des socialistes :

Le sens du combat socialiste

(...) Ce que nous avons de commun, tous les socialistes, est fondamental. C'est premièrement la volonté de vaincre la droite conservatrice qui gouverne ce pays obstinément depuis les débuts de la Ve République, sinon bien davantage, et deuxièmement de le faire dans les conditions de création d'un socialisme démocratique, d'un socialisme qui par aucune de ses formes de conduite de l'économie nationale, de la société française, ne prenne le moindre risque de voir naître une société par trop administrative ou policière.

Cette volonté commune, elle est immense et elle crée entre tous les socialistes une solidarité fondamentale. (...)

(suite en page 2)

Ce soir 16 octobre
de 18 à 24 h.
à la Porte de Pantin
GRAND MEETING SOCIALISTE

François Mitterrand prendra la parole après une première partie artistique avec Mort Shuman et divers groupes.

POSITION

Après cinq ans de giscardisme ·

Français, tu dors

par Guillaume Douze

Dernière mode cet automne : s'interroger sur le comportement des Français alors que la France s'englue dans la crise économique. Chacun s'y met. «Le Nouvel Economiste» en publiant une enquête du CREDOC sur l'ensemble de la population. L'«Expansion» avec une auscultation des cadres à coup d'études de motivation. Le «Point», en focalisant sur les jeunes, grâce encore à un sondage.

Conclusion générale, commune à ces trois approches : la France est frileuse, presque endormie, et les Français se réfugient dans l'individualisme, le «chacun pour soi».

Témoin, cette jeunesse, dépeinte sous le titre de la génération du petit bonheur. Finie la rébellion soixante huitarde contre l'Autorité. Le professeur comme le sergent recruteur trouveraient plutôt leurs recrues par trop serviles. Finis aussi ces enfants sages des années 50, prêts à reproduire la course à la carrière, la chasse à la promotion et à l'accumulation de leurs pères. Le jeune, ouvrier ou sortant de l'université, vogue de boulot en boulot comme le marin de port en port. Même pas par idéalisme «hippy». Plutôt par découragement. Avec cependant l'arrière-pensée de donner la prime à l'intérêt du travail sur le salaire.

Autre lorgnette, même leçon, la photographie des cadres révélée par l'«Expansion». Par dessus bord l'attaché-case avantageux, débraillé le costume trois-pièces harmonieux, «le jeune loup aux dents longues» serait une espèce en voie de disparition. Les cadres aujourd'hui seraient atteints d'une curieuse maladie : la désillusion. Ils doutent de tout, de l'entreprise, de leur statut professionnel, de leur pouvoir réel, bref de leur «investissement dans le travail». En contrepartie, ils se replient sur la cellule familiale, en attendant une société plus conviviale.

Pessimisme collectif

Cette tentation du repli sur soi, le «Nouvel Economiste» la décèle aussi ; chez l'ensemble des Français cette fois. Exception faite bien sûr de ce clan des victimes, toujours les mêmes, où se retrouvent les chômeurs de longue durée, les immigrés, les vieux sans ressources, et ce quart-monde, systématiquement ignoré.

Cinq, bientôt six ans de crise et seul un Français sur deux (53%) admet avoir du s'imposer des restrictions. Seuls 12% déclarent devoir parfois emprunter pour finir le mois. Sans que ce soit pour autant l'euphorie : seuls trois sur dix attendent une amélioration de leurs conditions de vie dans les cinq ans. Signe pourtant que la «débrouille individuelle» va bon train. Le pessimisme est plus fort concernant «l'ensemble de la population» que le «sort individuel de chacun».

Ces tirs croisés, même s'il faut en relativiser le côté sensationnel, méritent d'être pris au sérieux. Ils convergent pour dresser un bilan dramatique de cinq ans de giscardisme. Arrivé «au son du changement» avec dans ses poches «une ère nouvelle pour la France», Giscard a échoué. L'individualisme croissant, cette lassitude, ce découragement, particulièrement marqué chez les jeunes et les cadres, accusent son échec personnel.

La gauche ne peut s'en réjouir. Elle doit s'en inquiéter. Car si les fondements moraux de cette société -course à l'argent, à la carrière- paraissent ébréchés, une autre société, construite sur d'autres valeurs ne se construira que par un effort collectif.

«Français, tu dors...» Ce constat est un défi pour la gauche qui sait qu'elle ne vaincra qu'en sonnant le réveil des consciences et des enthousiasmes.

Michel Rocard au Club de la Presse

(suite de la première page)

Dans ma conscience, dans mon analyse, dans ma façon de penser de socialiste, il y a une règle fondamentale et qui sera pour moi l'indication des solutions à rechercher : cette règle, c'est qu'il n'y a pas de compatibilité entre l'intérêt individuel de personnes privées, d'individus, d'entreprises, et l'intérêt collectif. Il peut être géré dans un sens de droite ou de gauche, etc, il n'y a pas compatibilité. Le mensonge du libéralisme, c'est de nous faire croire que lorsque chaque chef d'entreprise, chaque patron poursuit l'intérêt de son entreprise, ça va bien pour tout le monde. Hélas ce n'est pas vrai. (...)

Les chances de la gauche aux présidentielles

(..) La gauche peut vaincre et doit vaincre, à mon sens c'est pour elle une obligation. Pour ce faire, il y a deux conditions, c'est que le candidat de la gauche soit soutenu par un parti uni et donne naissance à une dynamique puissante qui rayonne dans l'opinion tout entière, dans une grande masse de cette opinion. Pour préserver la première de ces conditions, il m'a semblé nécessaire de dire ce que j'ai dit, c'est-à-dire que je n'entendais pas être candidat si François Mitterrand l'était (...)

Sa conception de l'Union

(..) Il y a deux manières de concevoir l'union de la gauche. L'une consiste à espérer inlassablement bâtir je ne sais quel compromis entre ces visions longues et en avoir une application suffisamment active pour qu'elle entraîne, rayonne, convainque, et fasse la boule de neige victorieuse qui permette enfin à la gauche de prendre le pouvoir.

Je maintiens l'analyse de notre parti : les décisions du P.C.F. ont mis fin à cette variante possible de l'union de la gauche.

Il en est une seconde, c'est que reconnaissant dans l'union de la gauche le droit à la différence, reconnaissant notre autonomie réciproque, nous sachions au moins créer cette volonté commune à travers la pratique de l'action : l'action sociale, l'action municipale, l'action électorale, l'action internationale, chaque fois qu'il y a quelque chose à faire ou à s'engager en commun, de manière à faire apparaître -et cela appuyé par la pression des travailleurs comme par celle des électeurs- que la logique des actions de défense et d'offensive du monde du travail menées ensemble peut conduire, en effet, à la convergence des forces de gauche à laquelle nous sommes attachés (...)

Quelles que soient les invectives que nous pouvons en recevoir, pour nous, un électeur communiste restera toujours un citoyen français et un homme de gauche. Aux invectives nous ne répondons pas ; aux électeurs, nous réaffirmons notre respect, notre souci que leur volonté de changement soit prise en compte. Nous savons que nous travaillerons ensemble. Nous ne serons pas de trop de tous pour apporter à ce pays les changements dont il a besoin.

La politique de M. Barre

(...) Qu'est-ce que c'est, la politique de M. Barre ? Devant les quatre problèmes qu'il a sélectionnés comme décisifs pour l'économie française - l'emploi, la croissance, les prix, la balance extérieure- il a dit franchement : «On ne peut pas résoudre les quatre à la fois ; je me contente d'en négliger deux, l'emploi et la croissance, pour me limiter aux deux autres, les prix et la balance extérieure, en essayant d'obtenir là de meilleurs résultats». C'est tout ce que fait M. Barre. Moyennant quoi il y a eu 600.000 chômeurs de plus pendant son seul mandat.

La croissance a été réduite de plus de moitié ; elle est inférieure, et substantiellement, au taux prévu par le VII[e] Plan qu'il est, en principe, chargé d'exécuter. Et du côté des prix, rien. Il a mangé son pain blanc, M. Barre : le pétrole et les grandes matières premières sont restés stables l'essentiel du début de son mandat de Premier ministre ; il a eu la chance avec lui, ce que les Français ne savent pas. Moyennant quoi notre inflation interne n'a pas diminué : elle est supérieure à ce qu'elle était quand il est arrivé, et notre balance des paiements reste d'une fragilité déconcertante. (...)

A certains abonnés qui se reconnaîtront

Nous prions ceux de nos abonnés qui par erreur ont reçu il y a quelques jours une lettre les conviant au meeting du 16 octobre de nous excuser. Un incident technique a provoqué le mélange accidentel de deux fichiers informatiques et a rendu destinataires des personnes qui ne l'étaient pas.

Si malgré tout, ces personnes insistaient pour se rendre au meeting, elles seraient les bienvenues.

Qui est qui ?

MOTS CROISES AVEC ALAIN BUSNEL

Courtois. Jeune - 34 ans - et d'apparence plus jeune encore - Enthousiaste - Ingénieur. Il entre à Renault Billancourt au Service des Etudes et en même temps ou presque au Parti Socialiste. Il milite dans son entreprise et dans son syndicat.

Après mars 1978, François Mitterand le prend dans le collectif du secteur Entreprises qu'il supervise directement. Après Metz, il lui propose de devenir secrétaire national adjoint au service public.

«Ce qui m'intéresse, c'est une nouvelle approche du rôle du responsable politique. Je n'ai pas fait Sciences Po ou l'ENA, mais par contre, je suis porteur d'une expérience fondée sur la pratique d'un milieu social».

«Au fond, je suis un thermomètre plongé dans une population précise : le milieu de la production. Ce sont les mêmes gens qui vont aux urnes. Mais ils ne réagissent pas de la même façon. Le producteur est plongé dans une situation collective. Il a besoin des autres et il le sent. Donc chaque problème politique est ressenti différemment : il y a prise en charge collective et cela donne un effet multiplicateur».

« Le dirigeant politique, pour moi, doit être plongé là-dedans. En être l'interprète et le défenseur au sein d'idées plus larges. De même qu'il doit être plongé dans le pays. Se déplacer. Et se déplacer pour des contacts approfondis : deux, trois, quatre jours. Pas un tour de tribune et puis s'en va».

— Secrétaire national, tu participes aux décisions politiques générales ?



« Je me faisais une idée du Secrétariat national. A la base on a une opinion toute faite : celui qui est au-dessus a tous les pouvoirs. Maintenant, après quelques mois, je me rends compte que la responsabilité collective est très difficile à appliquer au sein d'un Parti pluraliste. Il faut concilier les intérêts. Mais quelle richesse !».

— En prônant la pratique, laisses-tu la théorie aux autres ?

« Pas du tout. Je la subordonne, mais je ne l'abandonne pas. J'ai contribué par exemple à l'étude du droit des travailleurs dans les entreprises publiques. Je m'intéresse également à la politique industrielle, à la restructuration et à la défense du secteur public. En outre, je suis directement chargé d'organiser la campagne pour la Sécurité Sociale. Donc pas de césure entre théorie et pratique.

« Le P.S. qui est un Parti de propositions, doit continuer à l'être, mais il doit devenir beaucoup plus un Parti d'action. L'action c'est se battre. Chaque militant doit se battre. Et le devoir impérieux des dirigeants dont je rêve, c'est d'être d'abord dans l'action».

REUNION DES PREMIERS SECRETAIRES FEDERAUX
Un fort courant d'adhésion

Les Premiers Secrétaires fédéraux, réunis samedi à Paris sous la présidence de François Mitterrand, ont émis le vœux que la convention nationale sur le Projet Socialiste, prévue pour les 15 et 16 décembre prochains, soit reportée à janvier.

François Mitterrand a tenu à souligner toutefois, que l'élaboration du projet socialiste, «tâche noble du Parti» devait être poursuivie sans retard pour ne pas risquer d'accroître les tensions internes. Il s'est félicité de l'avancement du projet, dont les états successifs manifestent, selon lui, la volonté des responsables de faire progresser leur analyse tout en préservant les choix fondamentaux.

Les Premiers Secrétaires fédéraux, rejoignant les déclarations récentes de François Mitterrand et du Bureau Exécutif, ont également souhaité que cessent, à l'intérieur du Parti, les polémiques à propos de la campagne Présidentielle.

Ils ont évoqué la nécessité d'une meilleure liaison entre les Fédérations et les élus, et souligné l'urgence qu'il y avait à mettre en place pour le bon fonctionnement des structures un permanent par fédération.

Enfin, le tour de table a permis de confirmer l'existence d'un courant d'adhésions au parti, consécutif aux actions menées depuis la mi-septembre dans tous les secteurs, et plus sensible dans les cas où la mobilisation des militants a été la plus forte.

ALLIANCE DROITE - PC AU CONSEIL REGIONAL AQUITAINE

Au Conseil Régional d'Aquitaine, les élus communistes ont voté samedi, avec la droite. Ils n'ont pas hésité à mêler leurs voix à celles du R.P.R. et de l'U.D.F. pour repousser le «plan du grand Sud-Ouest» pésenté par la majorité socialiste du Conseil.

Cette coalition droite-PC a permis de mettre en minorité le président, André Labarrère ; c'était le but de la manoeuvre. Les communistes ne sont tout de même pas très fiers de cette opération puisqu'ils n'osent pas l'avouer. L'article de l'Humanité qui traite de ce sujet, dissimule soigneusement leur collusion avec la droite. On peut y lire noir sur blanc que Labarrère «s'était assuré du soutien de M. Chaban-Delmas» alors que ce dernier a voté contre. Comme et avec les communistes.

André Labarrère a dénoncé l'attitude du P.C. en ces termes : «Déjà en janvier dernier, les communistes avaient tout fait pour que M. Jacques Chaban-Delmas soit réélu à la présidence de l'Assemblée régionale. Ils viennent de prouver publiquement leur alliance totale avec le pouvoir. Le double langage du Parti Communiste montre bien son mépris total des travailleurs de l'Aquitaine.

«Il est clair que la campagne des communistes contre le plan du grand Sud-Ouest n'est en fait qu'une manoeuvre pour soutenir à fond un plan décennal qu'il faut bien baptiser «Giscard-Marchais».

QUESTIONS ECRITES

Jean Pierre COT
demande au Ministre de la condition féminine d'effectuer des démarches auprès du Comité Olympique Français afin que cesse la discrimination qui interdit aux athlètes femmes de prendre part aux épreuves classiques des 5000 mètres et marathon.

Joseph FRANCESCHI
demande au Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale si des mesures ont été prévues pour relever substantiellement les plafonds des ressources pour toutes les allocations et l'aide sociale.

ELECTIONS PARTIELLES
en Saône-et-Loire

L'élection cantonale partielle à Mesvres, pour remplacer Jean Chanliau (M.R.G.) décédé, a vu, au premier tour, le résultat suivant : Christian Gillet, P.S. 43,20 %, J. Labonde, maj. prés. 24,47 %, C. Hervé, sans étiquette, 22,96 % et R. Gouterbe, P.C. 10,37 %. Le conseiller radical de gauche avait eu, au premier tour, 49,42 % mais, élu depuis la Libération, il disposait de nombreux votes personnels.

Aux législatives de mars 1978, le P.S. avait obtenu 32,75 %. Il se trouve donc en nette augmentation (plus de 10 %). Le P.C., pour sa part avait obtenu 18,62 % aux législatives, 16,64 % aux cantonales et continue de perdre des voix.

dans l'Essonne

Après le décès du maire Jean Hardouin, P.S., une élection municipale partielle était organisée dimanche. Patrick Hardouin, fils du maire décédé, a été élu au premier tour avec 56 % des voix.

Télé-P.S.

TOUS AU MEETING DU P.S. AVEC FRANCOIS MITTERAND CE SOIR

MARDI A PARTIR DE 22 H 30 - PORTE DE PANTIN.

Le budget 80 à l'Assemblée Nationale

Contre la fiscalité de classe

Le budget ou Loi de Finances est une fenêtre ouverte une fois par an sur la politique gouvernementale. Pour bien des chapitres, c'est au cours du débat budgétaire qu'a lieu la seule discussion annuelle permettant une analyse et la critique de l'action politique.

La première partie de la Loi de Finances a trait aux recettes. C'est l'ensemble de la politique fiscale qui apparait au grand jour et qui dévoile le projet de société à laquelle elle donne ses moyens d'exister.

Les beaux discours giscardiens résistent mal aux chiffres, et M. Papon -il semble que Raymond Barre cette année fera défendre sa politique par un second couteau-aura du mal à faire admettre que ses calculs sont la conséquence «de la seule politique possible». Non pas que les députés de la majorité soient susceptible de s'éparpiller. Au moment du vote, leurs douleurs seront dominées. Mais les débats vont permettre aux élus RPR et UDF d'essayer de prouver à leurs électeurs qu'ils sont conscients de leurs intérêts, qu'ils les défendent, et qu'ils ne s'inclinent «in fine» qu'en fonction de leur conscience de «l'intérêt supérieur de l'Etat».

Aussi l'ensemble des groupes ont déposés 200 amendements.

Le point d'achoppement le plus sérieux tourne autour du barême de l'impôt sur les revenus. Sur la base d'une croissance présumée des revenus de 10,3% (essentiellement inflatoire) le gouvernement propose de relever les limites des 8 premières tranches de 8%. En d'autres termes, d'alourdir l'impôt pour les petits revenus davantage que pour les gros.

C'est le tollé général. Il s'agit bien d'accroitre le poids fiscal pesant sur les salariés, et même les députés qui le voteront ne peuvent le faire sans protestation.

De même, dans tout l'éventail parlementaire, on admet mal qu'on ait pu toucher à la petite épargne en supprimant la possibilité de cumul entre le livret A de la Caisse d'Epargne et le livret du Crédit Mutuel. Les protestations de la droite sont cependant bien molles et localisées aux circonscriptions où le Crédit Mutuel possède une implantation solide.

Par contre, et cela n'est pas pour surprendre, là où se situe le seul effort de justice fiscale gouvernementale, dans la limitation à un million des exonérations de l'impôt sur les successions, il se trouve bon nombre de députés majoritaires pour vouloir empêcher «cet intolérable atteinte au libéralisme économique et à la famille».

Les députés socialistes pour leur part ont déposé 25 amendements. Ils forment une palette complète qui, si elle était votée, amorcerait un budget au service d'une nouvelle politique.

Une politique socialiste impliquerait évidemment une toute autre conception, aussi bien des recettes que des dépenses, qui seront examinées la semaine prochaine.

Mais l'impôt sur les fortunes (au dessus de 200 millions de centimes), l'impôt sur le capital, la réforme du régime fiscal des dirigeants de société, la chasse aux dépenses abusivement déduites du bénéfice imposable par les sociétés, la réforme profonde des droits de successions sont autant de banderilles lancées sur la majorité qui s'est empressée de s'ébrouer pour s'en débarasser : tous ces amendements ont été rejetés en commission des Finances.

«Il n'y a pas de baisse du chômage» conteste la C.F.D.T.

«Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, il n'y a ni baisse ni ralentissement de la progression du chômage en septembre», estime la C.F.D.T. qui ajoute que «sur un problème aussi grave, il n'est pas sérieux de chercher à faire dire aux statistiques des choses contraires à la vérité pour tromper les travailleurs et l'opinion publique».

La C.F.D.T. «condamne la méthode qui consiste à insister davantage sur les données observées quand elles baissent au printemps et sur les corrigées des variations saisonnières quand elles baissent à l'automne, tout simplement parce que les corrections utilisées ne sont plus adaptées au niveau actuel du chômage».

Il n'y a pas de baisse du chômage quand il bat, en données réelles tous les records avec un niveau de 1.423.900, quand pour le seul mois de septembre il augmente de 121.000 et qu'en octobre il franchira un nouveau record pour atteindre ou approcher les 1,5 million, affirme la C.F.D.T.

Le PS dans la lutte à Venissieux

Le vendredi 12 octobre, la fédération du Rhône du P.S. a organisé un meeting de soutien aux 4 syndicalistes (3 C.G.T. et 1 C.F.D.T.) licenciés par la direction de R.V.I. Berliet et le ministre Boulin, pour avoir organisé l'action au printemps dernier en faveur des revendications et de la défense des poids lourds français.

Plusieurs centaines de travailleurs ont assisté à ce meeting qui s'est tenu à midi aux portes de la grande ville de Vénissieux. De nombreux élus socialistes et autres militants du Rhône, étaient présents, autour d'Yvon Deschamps, premier secrétaire de la fédération du Rhône, André Chazalette, secrétaire de la section socialiste R.V.I., Jean-François Patin, secrétaire fédéral aux entreprises et Jean Poperen ont pris la parole.

Ensuite les militants socialistes ont longuement et fraternellement discuté avec les travailleurs. La participation effective des socialistes aux luttes des salariés a été ressentie par ces derniers comme un puissant encouragement.

Tous ont souligné que, plus que jamais, l'union était nécessaire et d'abord l'union entre socialistes et communistes. La question a été posée avec force du refus de la section communiste de répondre favorablement à la demande de rencontre de la section socialiste.

Radio Riposte à Bourg-en-Bresse

Devant 500 à 600 personnes, dimanche, a été diffusée une émission de Radio-Riposte à Bourg-en-Bresse, à l'initiative de la Fédération du P.S. de l'Ain.

L'enregistrement de l'émission avait eu lieu à 15 h. en présence de plusieurs élus socialistes : Poutissou, maire de Villefranche sur Saône, Robin, maire de Bourg-en-Bresse, Lang, maire de Montbéliard, Hernu, député maire de Villeurbanne et Coquard, premier secrétaire de la Fédération de l'Ain. Présentée par André Lainiel, député maire d'Issoudun, l'émission avait pour thème la dénonciation de la main mise du pouvoir sur les médias.

A 16 h., l'émission a été diffusée depuis de Centre des expositions de Bourg, en présence de nombreux sympathisants et devant toute la presse régionale, compris la radio et la télévision. L'émission a duré 10 minutes, seules les deux dernières minutes ont été brouillées. La police n'est pas intervenue.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.

☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.

• **Précision :** C'est le collectif Avortement Contraception 93, dont la Fédération du Parti Socialiste de la Seine-Saint-Denis fait partie qui organisait samedi une journée d'information à Bobigny.

Riposte

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils.
Administration : Nicole Covillers
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Coordination : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris